

## Régie intermunicipale du centre de valorisation des matières résiduelles du Haut-Saint-François et de Sherbrooke

### Procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la régie intermunicipale du centre de valorisation des matières résiduelles du Haut-Saint-François et de Sherbrooke tenue le 23 mars 2017 à 14h30 au centre administratif de la Régie, située au 107, chemin Maine Central à Bury.

#### Présence :

- M. David Price, délégué Ville de Sherbrooke
- Mme Hélène Dauphinais, déléguée Ville de Sherbrooke
- Mme Annie Godbout, déléguée substitut Ville de Sherbrooke
- M. Robert Roy, délégué MRC du Haut-Saint-François
- M. Walter Dougherty, délégué MRC du Haut-Saint-François
- M. Yann Vallières, délégué MRC du Haut-Saint-François
- M. Kenneth Coates, délégué substitut MRC du Haut-Saint-François

#### Personnes ressources :

- M. Denis Gélinas, directeur des projets majeurs Ville de Sherbrooke
- M. Dominic Provost, directeur général MRC et CLD du Haut-Saint-François
- M. Jean-François Sornin, directeur général de Valoris
- Mme Odile Goulet, directrice générale adjointe de Valoris
- Mme Geneviève Morin, secrétaire de Valoris

#### 1) Ouverture de la séance ;

La présidente Mme Hélène Dauphinais déclare la séance ouverte.

#### 2) Adoption de l'avis de convocation ;

L'avis de convocation a été transmis en main propre à chaque délégué.

#### 3) Adoption de l'ordre du jour ;

##### Résolution 2017-03-23-0539

Proposé et résolu unanimement d'adopter l'ordre du jour tel que :

- 1) Ouverture de la séance ;
- 2) Adoption de l'avis de convocation ;
- 3) Adoption de l'ordre du jour ;
- 4) Procès-verbal ;
  - a) Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 23 février 2017 (document joint) ;
  - b) Suivi du procès-verbal ;
- 5) Période de questions ;
- 6) Finance ;
  - a) Règlement no 17 pour les travaux d'agrandissement du bassin d'urgence du L.E.S. - Financement temporaire (document joint);
  - b) Politique d'immobilisation et d'amortissement (document joint) ;

- c) Gestion Fonds Soutien Estrie inc. et Fonds Soutien Estrie (rapport verbal) ;
- 7) Centre de tri ;
  - a) Suivi du dossier ;
- 8) Affaires nouvelles ;
  - a)
- 9) Date de la prochaine réunion : 27 avril 2017 ;
- 10) Levée de l'assemblée.

#### **Adopté**

#### **4) Procès-verbal ;**

##### **a) Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 23 février 2017 (document joint);**

##### **Résolution 2017-03-23-0540**

Proposé et résolu unanimement d'adopter le procès-verbal du conseil d'administration du 23 février 2017.

#### **Adopté**

##### **b) Suivi du procès-verbal ;**

Contrat matière organique : la résolution pour l'année d'option a été envoyée.

Nouvelles cellules : le contrat a été donné, réunion de chantier la semaine prochaine.

Marge sur compte à recevoir : ça ne fonctionnera pas.

#### **5) Période de questions ;**

Aucune question.

#### **6) Finance ;**

##### **a) Règlement no 17 pour les travaux d'agrandissement du bassin d'urgence du L.E.S. – financement temporaire (document joint) ;**

En attendant le financement permanent du règlement d'emprunt no 17 pour l'agrandissement du bassin d'urgence du système de traitement du L.E.S., un financement temporaire doit être demandé.

##### **Résolution 2017-03-23-0541**

Proposé et résolu unanimement que M. Jean-François Sornin, directeur général de Valoris, soit autorisé à faire une demande de financement temporaire pour le règlement no 17 pour l'agrandissement du bassin d'urgence du L.E.S. et ce, pour un montant de 300 000.00\$. Il est également résolu d'autoriser M. Jean-François Sornin à signer tout document en lien avec cet emprunt.

#### **Adopté**

##### **b) Politique d'immobilisation et d'amortissement (document joint) ;**

Attendu que pour respecter les nouvelles normes de comptabilité municipale en vigueur, il y a lieu d'adopter une politique d'immobilisation et d'amortissement.

Attendu que cette politique est un cadre de référence servant à orienter la Régie intermunicipale du centre de valorisation des matières résiduelles du Haut-Saint-François et de Sherbrooke ci-après appelée Valoris dans l'identification et la comptabilisation de ses dépenses en immobilisations et d'amortissement en fonction de critères préétablis et ayant une incidence significative sur les résultats de ses activités.

En conséquence,

## Résolution 2017-03-23-0542

Il est proposé et résolu unanimement que Valoris adopte une politique d'immobilisation et d'amortissement comme suit :

### Politique d'immobilisation et d'amortissement

#### 1. Objectif :

La politique d'immobilisation et d'amortissement est un cadre de référence servant à orienter Valoris dans l'identification et la comptabilisation de ses dépenses en immobilisations et d'amortissement en fonction de critères préétablis Valoris et ayant une incidence significative sur la situation et les résultats de ses activités.

#### 2. Définitions :

Immobilisation : Éléments d'actif corporels et incorporels identifiables satisfaisant à tous les critères suivants :

- destinés soit à être utilisés pour :
  - la production de biens, ou pour la prestation de services, ou pour l'administration municipale ou soit ;
  - à être donnés en location à des tiers, ou à servir au développement, ou à la mise en valeur, à la construction, à l'entretien ou à la réparation d'autres immobilisations;
- acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

Immobilisation corporelle: Bien qui a une existence à la fois tangible et physique.

Immobilisation incorporelle: Bien qui n'a pas d'existence physique, par exemple les droits d'auteur, les franchises, les licences, les brevets, les logiciels, les listes d'abonnés et les marques de commerce.

Coût : Montant de la contrepartie donnée pour acquérir, construire, développer ou mettre en valeur, ou améliorer une immobilisation. Il englobe tous les frais directement rattachés, y compris les frais engagés pour amener l'immobilisation à l'endroit ou dans l'état où elle doit se trouver aux fins de son utilisation prévue.

Le coût comprend le prix d'achat et les autres frais d'acquisition tels que :

- Taxes nettes (TPS & TVQ)
- Frais de courtage, droits de douane et de frais de change étranger
- Permis et licences
- Frais d'installation, y compris les frais de conception et les honoraires des architectes, des ingénieurs et autres professionnels
- Frais d'arpentage, frais juridiques et légaux
- Frais d'assainissement, d'aménagement et d'excavation d'un terrain
- Frais de transport et d'assurance pour le transport
- Frais d'essai et de réparation
- Frais financiers applicables uniquement sur l'emprunt temporaire contracté avant l'acceptation provisoire des travaux, et
- Autres frais accessoires de même nature.

On doit exclure les frais généraux d'administration. Cependant, les dépenses suivantes peuvent être considérées admissibles :

- les frais techniques directement reliés à la confection de plans et devis et à la surveillance des travaux,
- les salaires payés aux employés affectés directement à l'exécution des travaux,
- les frais d'utilisation de la machinerie (excluant l'amortissement) directement affectés à l'exécution des travaux, et
- les matériaux en inventaire utilisés.

Ces immobilisations sont comptabilisées au fur et à mesure que les dépenses sont encourues.

Amélioration: Dépense faite en vue de prolonger la durée de vie utile d'une immobilisation, ou d'en accroître sa capacité de production, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation pour maintenir le potentiel d'utilisation. Ces modifications doivent être de nature durable et apporter des avantages à la municipalité sur plusieurs périodes.

Améliorations locatives: Toutes modifications apportées et défrayées par Valoris aux immobilisations détenues en vertu de contrats de location et qui sont de nature durable et apportant un avantage à la municipalité sur plusieurs périodes.

Biens immeubles destinés à la location: Biens qui ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités, mais plutôt principalement destinés à être loués à des tiers en vue de générer des bénéfices. Ils comprennent les immeubles dont la mise en valeur est en cours ou achevée et destinés à la location. Sont également considérés les terrains à des fins de mise en valeur à ce titre.

Biens acquis par contrat de location-acquisition: Le contrat de location-acquisition est un bail par lequel pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien sont transférés à la municipalité. L'actif financé par contrat de location-acquisition sera capitalisable dans les cas suivants :

- les avantages et les risques rattachés à la propriété sont, selon les termes du bail, transférés à la municipalité,
- le contrat prévoit le transfert de la propriété à la municipalité à l'expiration du bail,
- le bail contient une clause d'option d'achat.

Bien capitalisable: Bien ou groupe de biens faisant partie d'un immeuble dont les coûts excèdent ceux spécifiés à la grille en annexe no 1. La grille des immobilisations par catégorie établit la durée de vie utile pour le calcul de l'amortissement. Ces biens sont comptabilisés au coût brut et sont présentés au bilan à la valeur amortie.

Durée de vie utile: Période estimative totale, débutant à la date légale d'acquisition ou à la date de réception du bien, et durant laquelle l'immobilisation ou l'une de ses composantes sont susceptibles de rendre des services à la municipalité.

Les immobilisations, sauf les terrains, ont une durée de vie limitée qui correspond normalement à la plus courte des durées physique, technologique, commerciale et juridique.

Une révision de la vie utile est nécessaire lorsque :

- . L'immobilisation ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et des services soit une mise hors service ou par des dommages matériels.
- . La valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable soit par un changement technologique important.
- . La constante d'une baisse de valeur est permanente. Quelles que soient les circonstances, aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Amortissement: Charge imputée aux résultats pour rendre compte du fait que la durée de vie est limitée et pour répartir le montant que représente le coût de l'immobilisation (moins sa valeur de récupération ou sa valeur résiduelle) sur les exercices au cours desquels est consommé le potentiel de service de l'immobilisation.

Durée de remboursement: Nombre d'années pendant lequel un remboursement de capital sera effectué pour éteindre la dette contractée en rapport avec une dépense en immobilisation. Une dépense d'immobilisation est remboursable sur une période n'excédant jamais la vie utile du bien, mais peut être remboursée sur une période plus courte en fonction des objectifs de gestion financière et des coûts éventuels d'entretien et de réparations.

Mode de financement: Mode utilisé pour permettre de financer la dépense encourue soit par emprunt par obligations, billet, ou autres titres, fonds de roulement ou autres fonds, budget annuel des activités financières ou à même une subvention spécifique.

### 3. Principes généraux

Un actif est capitalisé dans les cas suivants :

- Il respecte les définitions décrites à l'article 2, et
- Le coût relié à cet actif ou à ce programme d'actif est égal ou supérieur au seuil de capitalisation suivant identifié par catégorie d'actif

|                                     |         |
|-------------------------------------|---------|
| Infrastructures                     | 5,000\$ |
| Bâtiments                           | tous    |
| Véhicules                           | tous    |
| Ameublement et équipement de bureau | 2000\$  |
| Machinerie, outillage et équipement | 2000\$  |
| Terrains                            | tous    |
| Autres                              | 2000\$  |

Un actif ou un regroupement d'actifs représentant des déboursés inférieurs au seuil de capitalisation prévu précédemment ainsi que les dépenses d'entretien ou de réparation sont considérés comme dépenses d'opération et ne sont pas capitalisés.

Le coût des actifs sera amorti sur la durée de vie utile et non selon la durée de remboursement du mode de financement. Ce coût sera porté aux dépenses du budget annuel des activités financières dans le service concerné.

Les actifs reçus à titre gratuit seront comptabilisés à leur juste valeur lors du don.

La méthode d'amortissement est linéaire.

### 4. Modalités d'application

La politique d'immobilisation et d'amortissement fait l'objet d'une recommandation du secrétaire-trésorier et d'une approbation par le conseil soit par résolution ou par règlement. La politique peut être intégrée dans la politique d'achat de Valoris.

Les personnes responsables devront aviser le service des finances de toute information concernant les immobilisations telle que :

- L'acquisition, la modification, l'échange et la vente d'une immobilisation
- La mise hors service (destruction, perte, abandon) d'une immobilisation
- La désuétude d'une immobilisation
- Les dommages matériels des immobilisations
- La réception à titre gratuit d'une immobilisation
- Le coût engagé pour les améliorations et la révision de la vie utile.

### 5. Entrée en vigueur

La présente politique d'immobilisation et d'amortissement adoptée par résolution No 2017-03-23-0542 et prend effet et cause.

## ANNEXE 1

| Catégorie                           | Description générale  | durée de vie utile maximale |
|-------------------------------------|---|-----------------------------|
| Infrastructures                     | Hygiène du milieu :   |                             |
|                                     | - cellule d'enfouissement   | Tonnage                     |
|                                     | - Cellule d'enfouissement (chemin Traitement du lixiviat)                       | 15 ans                      |
|                                     | - Bassin LES  | 15 ans                      |
|                                     | - Équipement traitement des eaux (aérateurs)                                    | 10 ans                      |
|                                     | - Traitement des eaux LET   | 40 ans                      |
|                                     | Transport :   |                             |
|                                     | - Chemin Maine central  | 30 ans                      |
|                                     | - surfacage d'origine ou resurfacage majeur                                     | 15 ans                      |
|                                     | - Voie d'accès centre de tri  | 15 ans                      |
|                                     | Autres infrastructures  | 40 ans                      |
| Bâtiments                           | Édifices administratifs, communautaire et récréatifs                            | 40 ans                      |
|                                     | Centre de tri, Atelier, garage et entrepôt                                      | 40 ans                      |
|                                     | Améliorations locatives   | 15 ans                      |
|                                     | Autres  | 30 ans                      |
| Véhicules                           | Automobiles   | 10 ans                      |
|                                     | Véhicules lourds  | 20 ans                      |
|                                     | Remorques   | 15 ans                      |
|                                     | Camions   | 10 ans                      |
| Ameublement et Équipement de bureau | Équipement informatique   | 3 ans                       |
|                                     | Équipement téléphonique   | 10 ans                      |
|                                     | Ameublement et équipement de bureau   | 10 ans                      |
|                                     | Autres  | 10 ans                      |
| Machinerie, outillage et équipement | Machinerie lourde   | 15 ans                      |
|                                     | Équipement de tri   | 15 ans                      |
|                                     | Torchère  | 20 ans                      |
|                                     | Balance   | 15 ans                      |
|                                     | Autres  | 10 ans                      |
| Terrains                            | Autres que ceux faisant partie intégrante d'une infrastructure ou d'un bâtiment | non amorti                  |

### Adopté

#### c) Gestion Fonds Soutien Estrie inc. et Fonds Soutien Estrie (rapport verbal) ;

M. Brochu a assisté à la réunion le 8 mars dernier. En résumé, il reste 2 dossiers à régler et des discussions sont en cours entre Sherbrooke Innopole et Écotierrra. La part de Valoris dans ce dossier est plus ou moins 20 000\$.

**7) Centre de tri ;**

**a) Suivi du dossier ;**

Le dossier suit son cours.

**8) Affaires nouvelles ;**

Aucun sujet.

**9) Date de la prochaine réunion ;**

Réunion régulière : 27 avril 2017.

**10) Levée de l'assemblée**

L'assemblée est levée à 14h40.

---

Mme Hélène Dauphinais, présidente

---

M. Jean-François Sornin, secrétaire-trésorier